

LES ILLUSIONS DE STEPHEN HARPER

Je crois, sans vouloir offenser personne, que c'est ainsi que s'appelle le Premier ministre canadien. Je le déduis d'une déclaration publiée mercredi saint par un porte-parole du ministère des Affaires étrangères de ce pays. Les États, censément indépendants, qui constituent l'Organisation des Nations Unies sont presque deux cents : leurs dirigeants changent constamment ou alors on les change. Beaucoup sont des gens honorables et des amis de Cuba, mais il n'est pas possible de se rappeler les détails de chacun d'eux. Dans la seconde moitié du XX^e siècle, j'ai eu le privilège de vivre des années d'apprentissage intense et de constater que les Canadiens, situés à l'extrémité nord de notre continent, ont toujours respecté notre pays : ils investissaient dans les domaines qui les intéressaient et faisaient du commerce avec Cuba, mais ils n'intervenaient pas dans les affaires intérieures de notre État.

La Révolution démarrée le 1^{er} janvier 1959 n'a pas adopté de mesures lésant leurs intérêts, et elle en a tenu compte pour maintenir des relations normales et constructives avec les autorités de ce pays qui consentait des efforts intenses pour se développer. Le Canada n'a pas été complice du blocus économique, de la guerre et de l'invasion mercenaire des États-Unis contre Cuba.

En mai 1948, l'année de la création de l'OEA, une institution à l'histoire honteuse qui liquida le peu qu'il restait du rêve des libérateurs d'Amérique, le Canada n'en faisait pas partie et il conserva ce statut pendant plus de quarante ans, jusqu'en 1990. Certains de ses dirigeants nous ont rendu visite. L'un d'eux fut Pierre Elliott Trudeau, un homme politique brillant et courageux, décédé prématurément et aux funérailles duquel j'ai assisté au nom de Cuba.

L'OEA est censée être une organisation régionale composée des États souverains de ce continent-ci. Ce genre d'assertion, comme bien d'autres de consommation courante, contient un grand nombre de mensonges. Le moins que nous puissions faire, c'est d'en être conscients si nous voulons préserver l'esprit de lutte et l'espoir d'un monde plus digne.

L'OEA est censée être une organisation panaméricaine. Aucun pays d'Europe, d'Afrique, d'Asie ou d'Océanie ne pourrait y appartenir sous prétexte de posséder une colonie, comme la France avec la Guadeloupe ou les Pays-Bas avec Curaçao. Or, le colonialisme britannique ne pouvait pas définir le statut du Canada ni expliquer s'il s'agissait d'une colonie, d'une république ou d'un royaume.

Le chef de l'État canadien est la reine d'Angleterre, Elizabeth II, bien qu'elle délègue ses facultés à un gouverneur général qu'elle nomme elle-même. On pourrait donc demander si le Royaume-Uni ne devrait pas faire partie de l'OEA.

L'honorable ministre canadien des Affaires étrangères n'ose pas dire de son côté s'il soutient ou non l'Argentine dans la question épineuse des Malvinas. Il se borne à exprimer des vœux pieux pour que la paix règne entre les deux pays, oubliant que la Grande-Bretagne y possède la plus grande base militaire située hors de son territoire en violation de la souveraineté argentine ; qu'elle ne s'est pas excusée d'avoir coulé le *Belgrano* hors des eaux territoriales qu'elle a elle-même fixées et qu'elle a causé le sacrifice inutile de centaines de conscrits du service militaire. Il faudra demander à Obama et à Harper quelle position ils vont adopter face à la très juste réclamation que ces îles soient rendues à la souveraineté de l'Argentine et qu'on cesse de priver ce pays des ressources énergétiques et halieutiques dont il a tant besoin pour se développer.

J'ai été vraiment étonné de mieux connaître les activités des transnationales canadiennes en Amérique latine. Je n'ignorais pas les dommages que les Yankees infligeaient au peuple canadien, en obligeant ce pays beau et vaste à extraire le pétrole de grandes étendues de sable imprégnées de ce combustible, ce qui cause un préjudice irréparable à son environnement.

Or, les entreprises canadiennes spécialisées dans la recherche d'or, de métaux précieux et de matériau radioactif causent un tort incroyable à des millions de personnes.

Un article publié sur le site web Alainet voilà une semaine par une ingénieure en qualité de l'environnement nous introduit plus en détail dans la matière que l'on a si souvent mentionnée comme l'un des principaux fléaux qui attendent à des millions de personnes :

« Les sociétés minières, dont 60 p. 100 sont à capitaux canadiens, travaillent selon la logique de l'exploitation maximale, à faible coût et à court terme, ces conditions étant encore plus avantageuses si, là où elle s'implantent, elles paient des impôts minimes et sont astreintes à très peu d'exigences environnementales et sociales... »

« Les lois minières de nos pays [...] ne comprennent pas d'obligations ni de méthodologies relatives au contrôle des retombées environnementales et sociales. »

« ...les redevances que les sociétés minières versent aux pays de la région ne dépassent pas en moyenne 1,5 p. 100 de leurs revenus. »

« Les luttes sociales contre les mines, surtout de métal, n'ont cessé de se renforcer à mesure que des générations entières ont constaté leurs retombées environnementales et sociales... »

« Le Guatemala possède une force de résistance admirable aux projets miniers, dans la mesure où les peuples indigènes ont toujours mieux pris conscience que leurs territoires et leurs ressources naturelles n'avaient pas de prix en tant que patrimoine ancestral. Mais ces luttes se sont traduites ces dix dernières années par l'assassinat de cent vingt activistes et défenseurs des droits humains. »

Ce même article signale ce qu'il se passe en El Salvador, au Honduras, au Nicaragua et au Costa Rica, apportant des chiffres qui obligent à penser à fond à la gravité et à la rigueur du pillage impitoyable auquel sont soumises les ressources naturelles de nos pays et qui hypothèque l'avenir des Latino-Américains.

La présence de Dilma Rousseff, de retour dans son pays après une escale à Washington, servira à persuader Obama que, même si certains se délectent à prononcer des discours mielleux, l'Amérique latine est loin d'être un chœur de pays demandant l'aumône.

Les *guayaberas* que portera Obama à Cartagena sont un des grands thèmes des agences de presse : *« "Edgar Gómez [...] en a dessiné une pour le président étasunien, Barack Obama, qu'il portera au Sommet des Amériques", nous raconte la fille du modiste, qui ajoute : "Il s'agit d'une guayabera blanche, sobre, d'un travail fait main plus notable que de coutume". »*

Cette agence de presse précise : *« Cette chemise-veste caribéenne a vu le jour sur les berges du fleuve Yayabo, à Cuba, d'où son nom original de yayabera... »*

Le plus curieux, aimables lecteurs, c'est qu'il est interdit à Cuba de participer à ce Sommet ; mais pas aux *guayaberas*... Qui pourrait se retenir de rire ? Courons vite avertir Harper.

Fidel Castro Ruz

Le 8 avril 2012

20 h 24